

# SÉNAT DE BELGIQUE

---

SESSION DE 2012-2013

---

17 JANVIER 2013

---

## RÉVISION DE LA CONSTITUTION

---

**Révision du titre II de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles permettant d'assurer la protection des droits et libertés garantis par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales**

*(Déclaration du pouvoir législatif, voir le « Moniteur belge » n° 135, deuxième édition, du 7 mai 2010)*

---

**Proposition de révision de la Constitution visant à insérer un article 10bis établissant la neutralité de l'État et l'impartialité de son action**

(Déposée par M. Richard Miller et consorts)

---

## DÉVELOPPEMENTS

---

La Constitution n'est en rien un texte immuable. Les modifications que le Constituant estime devoir introduire sont, entre autres, de nature à tenir compte des transformations de la société, de même que de l'évolution politique et institutionnelle de l'État. Toutefois, des dispositions diverses ont pour fonction de préserver le caractère fondamental et la stabilité du prescrit constitutionnel; en clair, toute modification doit répondre à une nécessité et ne peut résulter de velléités ponctuelles.

# BELGISCHE SENAAAT

---

ZITTING 2012-2013

---

17 JANUARI 2013

---

## HERZIENING VAN DE GRONDWET

---

**Herziening van titel II van de Grondwet, om nieuwe bepalingen in te voegen die de bescherming moeten verzekeren van de rechten en vrijheden gewaarborgd door het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden**

*(Verklaring van de wetgevende macht, zie « Belgisch Staatsblad » nr. 135, tweede uitgave, van 7 mei 2010)*

---

**Voorstel tot herziening van de Grondwet teneinde een artikel 10bis in te voegen tot vaststelling van de neutraliteit van de Staat en de onpartijdigheid van zijn optreden**

(Ingediend door de heer Richard Miller c.s.)

---

## TOELICHTING

---

De Grondwet is allerminst een onveranderlijke tekst. De wijzigingen die de Grondwetgever meent te moeten invoeren, houden rekening met veranderingen van de maatschappij en ook met de politieke en institutionele evolutie van de Staat. Diverse bepalingen zijn evenwel bedoeld om het fundamentele karakter en de stabiliteit van de grondwetsvoorschriften te beschermen; dat wil zeggen dat elke wijziging moet beantwoorden aan een noodzaak en niet het gevolg mag zijn van de waan van de dag.

La présente justification a pour but de démontrer le caractère nécessaire de la modification proposée.

D'une part, la société belge, sous les effets conjugués de la mondialisation et de l'immigration, est désormais pluriculturelle et pluriconvictionnelle. Or, force est de constater qu'en ce XXI<sup>e</sup> siècle naissant, les convictions tendent à se radicaliser. Cela se vérifie au niveau des courants convictionnels proprement dits, mais aussi au niveau de l'opinion publique.

On ne peut, en outre, ignorer l'évolution considérable des mœurs, laquelle se traduit par l'émergence revendicative des minorités — notamment sexuelles — que le pape Benoît XVI qualifie de « créatives ».

Enfin l'État lui-même est au centre de modifications politiques et institutionnelles de grande ampleur. L'approfondissement de la fédéralisation de l'État, consacrée par l'autonomie constitutive des entités fédérées, en d'autres termes d'un éloignement progressif du fonds constitutionnel commun, exige l'affirmation accrue des principes fondateurs.

Parallèlement à l'approfondissement du fédéralisme intrabelge, l'appartenance de la Belgique à l'Union européenne n'est pas sans influence sur la nature de l'État. L'élargissement de l'Union suscite notamment des débats de nature convictionnelle: respect des droits et libertés démocratiques dans tous les États membres, affirmation ou non de l'origine chrétienne de l'Europe, rencontres informelles des Eglises chrétiennes avec les instances européennes, adhésion d'États à population musulmane, ... L'absence de Constitution proprement européenne renforce par ailleurs le rôle et l'importance des constitutions spécifiques des États membres, comme on peut le constater dans un autre domaine, avec l'inscription constitutionnelle d'une règle d'or en matière de déficit budgétaire.

Ces éléments qui s'interpénètrent ont pour effet de rendre la Constitution belge dans son état actuel, insuffisamment assurée quant à l'affirmation de la nature neutre de l'État et de l'impartialité des pouvoirs publics. Certes, les dispositions actuelles permettent de déduire, comme le rappelle, dans le quotidien *Le Soir*, le professeur de droit constitutionnel Francis Delpérée, le caractère « laïque » de l'État (1). Que ce débat soit porté dans la presse et soit sorti des seules enceintes académiques, témoigne de l'intérêt de l'opinion publique pour celui-ci.

Deze verantwoording is bedoeld om het noodzakelijke karakter van de voorgestelde wijziging aan te tonen.

Eenzijds is België, onder de invloed van mondialisering en immigratie, voortaan een samenleving waar verschillende culturen en overtuigingen thuis zijn. We moeten echter vaststellen dat aan het begin van de 21e eeuw deze overtuigingen naar radicalisme neigen. Dit geldt voor de levensbeschouwelijke overtuigingen als dusdanig, maar ook voor de publieke opinie.

Men mag bovendien niet blind zijn voor de aanzienlijke evolutie van de zeden met de opkomst van — met name seksuele en door paus Benedictus XVI « creatief » genoemde — minderheden die meteen allerhande eisen stellen.

Tot slot vormt de Staat zelf het middelpunt van grootschalige politieke en institutionele wijzigingen. De verdere uitbouw van de federalisering van de Staat, die wordt bekrachtigd door de constitutieve autonomie van de deelgebieden, en dus een geleidelijke verwijdering van de gemeenschappelijke grondwettelijke basis, vergt een krachtige bevestiging van de grondbeginselen.

Naast de verdere uitbouw van het federalisme in België heeft ook het lidmaatschap van België bij de Europese Unie een invloed op het karakter van de Staat. De uitbreiding van de Unie geeft met name aanleiding tot debatten die met overtuigingen te maken hebben: eerbiediging van de democratische rechten en vrijheden in alle lidstaten, al dan niet bevestigen van de christelijke oorsprong van Europa, informele ontmoetingen tussen de christelijke kerken en de Europese instanties, toetreding van staten met een moslimbevolking, ... Het ontbreken van een specifiek Europees Grondwet versterkt bovendien de rol en het belang van de grondwetten van de lidstaten zelf, zoals men kan vaststellen binnen een ander domein, met de opname in de Grondwet van een gulden regel inzake begrotingstekort.

De combinatie van deze elementen heeft tot gevolg dat de Belgische Grondwet in zijn huidige staat onvoldoende beschermd is wat de bevestiging van het neutrale karakter van de Staat en de onpartijdigheid van de overheid betreft. Uit de huidige bepalingen kan men wel het « seculiere » karakter van de Staat afleiden, zoals professor grondwettelijk recht Francis Delpérée in de krant *Le Soir* in herinnering brengt (1). Dat dit debat wordt gedragen door de pers en niet langer enkel in academische kringen wordt gevoerd, bewijst de interesse van de publieke opinie hiervoor.

(1) Francis Delpérée, in *Le Soir*, Bruxelles, 13 novembre 2012.

(1) Francis Delpérée, in *Le Soir*, Brussel, 13 november 2012.

Cela étant, la lecture déductive ne suffit plus, au regard des éléments qui viennent d'être évoqués : pluriculturalité, pluriconvictionnalité, évolution des mœurs, transferts de souveraineté nationale, ...

Ainsi, des droits reconnus aux Belges dans le titre II de la Constitution, il est possible d'inférer que les pouvoirs publics garantissent ceux-ci. Toutefois, reconnaître que « La liberté des cultes, celle de leur exercice public, ainsi que la liberté de manifester ses opinions en toute matière, sont garanties ... » (article 19), ne suffit pas pour en déduire que l'État n'est pas lui, en tant qu'entité politique, identifié par une appartenance confessionnelle. Que nul citoyen ne puisse « être contraint de concourir d'une manière quelconque aux actes et aux cérémonies d'un culte, ni d'en observer les jours de repos » (article 20) ne suffit pas non plus à assurer la neutralité confessionnelle de l'État. Le même raisonnement peut être tenu à propos de l'article 24 qui, conformément aux mécanismes de la fédéralisation de l'État, confie aux communautés l'obligation d'organiser « un enseignement qui est neutre ».

De fait, un État pourrait très bien être de nature catholique, musulmane, laïque (au sens philosophique du terme), ..., et tolérer la liberté de culte, ne pas exercer de contrainte confessionnelle sur les citoyens ni intervenir « dans la nomination ni dans l'installation des ministres d'un culte quelconque » (article 21). Le Constituant doit toutefois tirer les leçons de l'Histoire : dès lors qu'un État s'est assimilé à une confession, la tendance à la non-observance voire au rejet de la neutralité a toujours fini par s'imposer.

Si les auteurs de la présente proposition partagent l'opinion citée ci-dessus du professeur Delpérée, à savoir que nombre de dispositions actuelles de la Constitution concourent déjà à la « laïcité » de la Belgique, ils jugent que cela n'est pas suffisant et qu'une inscription claire des principes de neutralité et d'impartialité s'impose. Il s'agit en effet de prévenir les risques de dérives présents et à venir. Avant d'évoquer ceux-ci, il importe de clarifier la distinction entre les notions de « laïcité » d'une part, et de « neutralité » et « d'impartialité » d'autre part.

Une remarque préalable est nécessaire : le choix des mots requis par la rédaction de la Constitution est d'une importance capitale. Il ne s'agit pas de querelles byzantines relatives au sexe des anges. Il s'agit de l'obligation de tendre à la plus grande précision ainsi qu'à la plus grande clarté et, partant, de favoriser la plus grande compréhension, non seulement par les juristes spécialisés, mais par tous les citoyens. L'am-

Een deductieve lezing is dan ook niet langer voldoende, gelet op de elementen die net zijn aangehaald : multiculturaliteit, diversiteit van overtuigingen, evolutie van de zeden, overdracht van nationale soevereiniteit, ...

Zo kan men uit de rechten die men de Belgen toekent in titel II van de Grondwet afleiden dat de overheid deze rechten garandeert. Erkennen dat « De vrijheid van eredienst, de vrije openbare uitoefening ervan, alsmede de vrijheid om op elk gebied zijn mening te uiten, zijn gewaarborgd ... » (artikel 19) volstaat echter niet om hieruit af te leiden dat de Staat als politieke entiteit niet tot een geloofsovertuiging behoort. Dat geen enkele burger « kan worden gedwongen op enigerlei wijze deel te nemen aan handelingen en aan plechtigheden van een eredienst of de rustdagen ervan te onderhouden » volstaat evenmin om de confessionele neutraliteit van de Staat te verzekeren. Dezelfde redenering geldt voor artikel 24, dat in overeenstemming met de mechanismen van de federalisering van de Staat de gemeenschappen verplicht « neutraal onderwijs » in te richten.

Eigenlijk zou een Staat best katholiek, islamitisch, vrijzinnig, ..., kunnen zijn en godsdienstvrijheid toelaten, geen confessionele verplichtingen aan de burgers opleggen, noch zich « met de benoeming of de installatie der bedienaren van enige eredienst » bemoeien (artikel 21). De Grondwetgever moet evenwel lessen uit het verleden trekken : zodra een Staat zich met een geloof identificeert, neigt die er uiteindelijk altijd toe de neutraliteit niet te eerbiedigen of zelfs te verwerpen.

Hoewel de indieners van dit voorstel de hierboven geciteerde mening van professor Delpérée delen, namelijk dat veel van de huidige bepalingen van de Grondwet reeds bijdragen tot het « neutrale karakter » van België, menen zij dat dit niet voldoende is en dat de beginselen van neutraliteit en onpartijdigheid duidelijk in de Grondwet moeten worden verankerd. Het komt erop neer de risico's op ontspringen nu en in de toekomst te voorkomen. Alvorens die aan te halen, moet men een duidelijk onderscheid maken tussen de begrippen « seculiere Staat » enerzijds en « neutraliteit » en « onpartijdigheid » anderzijds.

Er moet vooraf een opmerking worden gemaakt : de woordkeuze die vereist is bij het opstellen van de Grondwet is uiterst belangrijk. Het gaat hier niet om muggenzifterij. Men is hier verplicht tot een zo groot mogelijke precisie en duidelijkheid. Men moet ervoor zorgen dat de tekst zo goed mogelijk wordt begrepen, niet alleen door gespecialiseerde juristen, maar door alle burgers. Dubbelzinnigheid in de Grondwet is een

bigüité du prescrit constitutionnel est un adversaire redoutable de la démocratie : elle doit être traquée sans relâche.

Pour donner, dans le même registre de préoccupations, un exemple de ce qu'il faut éviter, on peut citer la formulation de l'article 24, § 1<sup>er</sup>, disposant que : « Les écoles organisées par les pouvoirs publics offrent, jusqu'à la fin de l'obligation scolaire, le choix ... » Que l'obligation d'organiser l'offre soit imposée, nul ne peut le nier. Par contre le terme « offre » n'induit pas de façon indiscutable que les élèves soient obligés de choisir. Or, on le sait, c'est cette offre obligée qui est appelée à fonder le caractère obligatoire de la fréquentation par tous les élèves d'un cours de religion ou de morale. C'est sur base de cette imprécision terminologique que le Cedep, regroupant en Communauté française un ensemble d'associations et syndicats qui représentent l'enseignement officiel, s'est récemment prononcé à l'unanimité pour rendre facultative la fréquentation des cours dits philosophiques dans l'enseignement secondaire (1).

Dans cet ordre d'idées, les auteurs de la proposition estiment que le terme « laïcité », qui est le plus souvent évoqué pour exprimer les objectifs visés par celle-ci, est grevé d'une trop grande ambiguïté. En effet, dans le système belge, ce mot revêt une double acception, soit politique, soit philosophique (2). Ambiguïté à ce point irrémédiable que si l'on n'y prend garde, elle entraîne pour conséquences le résultat exactement inverse de celui recherché. Disposer que la laïcité de l'État est garantie, peut laisser croire en effet que l'État entérine les engagements et objectifs du courant laïc en opposition aux courants religieux et confessionnels. C'est ce renversement complet qui fait écrire à François De Smet, auteur de référence en la matière, que : « Conceptuellement, la laïcité possède une originalité qui rend laborieux son juste saisissement, c'est une « boîte noire » philosophique » (3). Ce dont témoigne l'article 4 des statuts du Centre d'action laïque qui unit explicitement et volontairement les

(1) Communiqué de presse du Cedep du 26 avril 2012, <http://www.cedep.be/default.asp?contentID=34>.

(2) Cf. *Du bon usage de la laïcité*, dir. Marc Jacquemain et Nadine Rosa-Rosso, Aden, Bruxelles, 2008, p. 5 : « Un État est « laïque » (...) s'il ne reconnaît aucun privilège à une religion ou option philosophique en particulier et donc prévoit — conformément à la Déclaration universelle des droits de l'Homme — la libre cohabitation des cultes au sein de la société, dans le respect du droit commun. Mais le mot « laïcité » désigne aussi un concept tout différent : à savoir l'adhésion à une option philosophique particulière, caractérisée par le refus de toute référence à une vérité révélée ou à l'existence d'entités « surnaturelles » ».

(3) François De Smet, *Vers une laïcité dynamique. Réflexion sur la nature de la pensée religieuse*, Bruxelles, Académie en poche, 2012, p. 27.

geduchte tegenstander van de democratie : dit moet onafgebroken worden bestreden.

Om in dezelfde lijn een voorbeeld te geven van wat men moet voorkomen, kunnen we artikel 24, § 1, aanhalen : « De scholen ingericht door openbare besturen bieden, tot het einde van de leerplicht, de keuze aan ... » Dat de verplichting wordt opgelegd om het aanbod te organiseren, kan niemand ontkennen. Aanbieden betekent niet zomaar dat de leerlingen verplicht zijn om te kiezen. We weten echter dat dit verplichte aanbod als basis geldt voor de verplichting voor alle leerlingen om lessen godsdienst of zedenleer te volgen. Op basis van deze terminologische onduidelijkheid heeft in de Franse Gemeenschap het Cedep, dat bestaat uit verenigingen en vakbonden die het officieel onderwijs vertegenwoordigen, zich unaniem uitgesproken om het volgen van levensbeschouwelijke vakken in het secundair onderwijs facultatief te maken (1).

Vanuit die logica oordelen de indieners van het voorstel dat de Franse term « laïcité », die het vaakst wordt aangehaald om de doelstellingen van dit voorstel uit te drukken, teveel dubbelzinnigheid oproept. In het Belgische systeem heeft dit woord immers een dubbele betekenis, een politieke en een filosofische (2). Als men niet oplet kan een dergelijke onvergeeflijke dubbelzinnigheid een resultaat tot gevolg hebben dat exact het tegenovergestelde is van wat men voor ogen had. Wanneer men in het Frans bepaalt dat de « laïcité » van de Staat gegarandeerd is, zou men immers kunnen denken dat de Staat de engagementen en doelstellingen van de vrijzinnigheid bekrachtigt in tegenstelling tot godsdienstige en levensbeschouwelijke stromingen. Door die totale omkering schrijft François De Smet, een bekende auteur op dit gebied, het volgende : « Conceptuellement, la laïcité possède une originalité qui rend laborieux son juste saisissement, c'est une « boîte noire » philosophique » (3). Dit blijkt uit arti-

(1) Perscommuniqué van het Cedep van 26 april 2012, <http://www.cedep.be/default.asp?contentID=34>.

(2) Cf. *Du bon usage de la laïcité*, Marc Jacquemain en Nadine Rosa-Rosso, Aden, Brussel, 2008, blz. 5 : « Un État est « laïque » (...) s'il ne reconnaît aucun privilège à une religion ou option philosophique en particulier et donc prévoit — conformément à la Déclaration universelle des droits de l'Homme — la libre cohabitation des cultes au sein de la société, dans le respect du droit commun. Mais le mot « laïcité » désigne aussi un concept tout différent : à savoir l'adhésion à une option philosophique particulière, caractérisée par le refus de toute référence à une vérité révélée ou à l'existence d'entités « surnaturelles » ».

(3) François De Smet, *Vers une laïcité dynamique. Réflexion sur la nature de la pensée religieuse*, Brussel, Académie en poche, 2012, blz. 27.

deux définitions distinctes (1). Dès lors, Nadine Rosa-Rosso et Marc Jacquemain, concluent que « si un citoyen peut être laïque dans les deux sens à la fois, ce n'est pas possible pour un État : un État qui se définirait comme philosophiquement laïque, cesserait, par le fait même d'être politiquement laïque » (2).

Au contraire, les termes « neutralité » et « impartialité », permettent eux une affirmation constitutionnelle claire, qui ne souffre aucune ambiguïté. *A fortiori* lorsqu'ils sont couplés l'un à l'autre : la neutralité définit la nature de l'État, et son impartialité caractérise l'action des pouvoirs publics. Ces deux notions entretiennent entre elles un rapport de réciprocité. Elles se confortent, étant l'une et l'autre à la fois cause et effet : c'est parce que l'État est neutre que l'action des pouvoirs publics est impartiale, et inversement c'est parce que l'action des pouvoirs publics est impartiale que l'État est neutre. Cette réciprocité fonde le caractère nécessaire d'une attitude totalement impartiale de la part de toute personne exerçant une part de l'autorité publique : non seulement dans l'action qu'elle accomplit mais aussi dans l'apparence qui est la sienne, comme l'a confirmé la Cour européenne des droits de l'homme (3). Autrement dit tout signe d'appartenance convictionnelle est interdit dans l'exercice des pouvoirs publics.

En commençant la présente justification, les auteurs ont rappelé les motifs généraux en raison desquels il importe d'ajouter à la Constitution belge un article supplémentaire affirmant que « L'État est neutre. L'action des pouvoirs publics est impartiale ». Il faut à présent justifier pourquoi il importe que cette proposition de modification soit déposée, débattue et votée à ce moment.

(1) Statuts du Centre d'action laïque, [http://www.laicite.be/le\\_cal/2\\_4\\_2\\_les\\_statuts](http://www.laicite.be/le_cal/2_4_2_les_statuts) : « Par laïcité, il faut entendre d'une part : la volonté de construire une société juste, progressiste et fraternelle, dotée d'institutions publiques impartiales, garante de la dignité de la personne et des droits humains assurant à chacun la liberté de pensée et d'expression, ainsi que l'égalité de tous devant la loi sans distinction de sexe, d'origine, de culture ou de conviction et considérant que les options confessionnelles ou non confessionnelles relèvent exclusivement de la sphère privée des personnes. Et d'autre part : l'élaboration personnelle d'une conception de vie qui se fonde sur l'expérience humaine, à l'exclusion de toute référence confessionnelle, dogmatique ou surnaturelle, qui implique l'adhésion aux valeurs du libre examen, d'émancipation à l'égard de toute forme de conditionnement et aux impératifs de citoyenneté et de justice. »

(2) In : *Du bon usage de la laïcité*, op. cit., p. 6.

(3) Arrêt *Singh c. France*, n° 44774/98, § 105, CEDH 2005-XI. Cf. également la circulaire n° 573 du 17 août 2007 relative au cadre déontologique des agents de la fonction publique administrative; ainsi que le *Rapport Stasi au Président de la République*, du 11 décembre 2003, p. 22 : « Il faut que l'administration soumise au pouvoir politique, donne non seulement toutes les garanties de neutralité mais en présente aussi les apparences pour que l'usager ne puisse douter de sa neutralité. »

kel 4 van de statuten van het *Centre d'action laïque*, dat de twee afzonderlijke definitie expliciet en bewust bundelt (1). Nadine Rosa-Rosso en Marc Jacquemain besluiten dat « *si un citoyen peut être laïque dans les deux sens à la fois, ce n'est pas possible pour un État : un État qui se définirait comme philosophiquement laïque, cesserait, par le fait même d'être politiquement laïque* » (2).

De termen « neutraliteit » en « onpartijdigheid » daarentegen maken een grondwettelijke bevestiging mogelijk zonder enige ambiguïteit. Wanneer ze aan elkaar worden gekoppeld omschrijft neutraliteit de hoedanigheid van de Staat en kenmerkt zijn onpartijdigheid het optreden van de overheid. Beide begrippen verhouden zich wederkerig tot elkaar. Ze versterken elkaar, aangezien ze allebei tegelijkertijd oorzaak en gevolg zijn : omdat de Staat neutraal is, is het optreden van de overheid onpartijdig en omgekeerd is omdat het optreden van de overheid onpartijdig is, de Staat neutraal. Deze wederkerigheid vormt de basis voor het noodzakelijke karakter van een volledig onpartijdige houding van elkeen die een deel van het overheidsgezag uitoefent : niet alleen in zijn optreden, maar ook in zijn voorkomen, zoals het Europees Hof voor de rechten van de mens heeft bevestigd (3). Elk teken van levensbeschouwelijke overtuiging is met andere woorden verboden bij de uitoefening van het overheidsgezag.

Bij het begin van deze verantwoording hebben de indieners de algemene motieven in herinnering gebracht waarom het belangrijk is om aan de Belgische Grondwet een bijkomend artikel toe te voegen waarin wordt verklaard : « De Staat is neutraal. Het optreden van de overheid is onpartijdig ». Nu moet men verantwoorden waarom dit voorstel tot wijziging moet worden ingediend, besproken en aangenomen.

(1) Statuten van het *Centre d'action laïque*, [http://www.laicite.be/le\\_cal/2\\_4\\_2\\_les\\_statuts](http://www.laicite.be/le_cal/2_4_2_les_statuts) : « Par laïcité, il faut entendre d'une part : la volonté de construire une société juste, progressiste et fraternelle, dotée d'institutions publiques impartiales, garante de la dignité de la personne et des droits humains assurant à chacun la liberté de pensée et d'expression, ainsi que l'égalité de tous devant la loi sans distinction de sexe, d'origine, de culture ou de conviction et considérant que les options confessionnelles ou non confessionnelles relèvent exclusivement de la sphère privée des personnes. Et d'autre part : l'élaboration personnelle d'une conception de vie qui se fonde sur l'expérience humaine, à l'exclusion de toute référence confessionnelle, dogmatique ou surnaturelle, qui implique l'adhésion aux valeurs du libre examen, d'émancipation à l'égard de toute forme de conditionnement et aux impératifs de citoyenneté et de justice. »

(2) In : *Du bon usage de la laïcité*, op. cit., blz. 6.

(3) Arrest *Singh vs. Frankrijk*, nr. 44774/98, § 105, CEDH 2005-XI. Zie ook de omzendbrief nr. 573 van 17 augustus 2007 met betrekking tot het deontologisch kader voor de ambtenaren van het federaal administratief openbaar ambt; alsook het Franse *Rapport Stasi au Président de la République*, 11 december 2003, blz. 22 : « Il faut que l'administration soumise au pouvoir politique, donne non seulement toutes les garanties de neutralité mais en présente aussi les apparences pour que l'usager ne puisse douter de sa neutralité. »

Affirmer constitutionnellement la neutralité et l'impartialité de l'État, en sus des libertés et des droits que la Constitution attribue aux citoyens belges (par exemple, à l'article 10, l'égalité des femmes et des hommes), c'est affirmer, sans aucune ambiguïté possible la séparation, la non-ingérence réciproque, de l'État et des religions et morales reconnues et représentées sur le territoire national. C'est affirmer de même, et sans équivoque possible, la prévalence de l'État de droit sur toute appartenance confessionnelle ou philosophique. C'est l'État de droit qui garantit les libertés individuelles, le libre-choix des convictions, le droit à la différence. En tant qu'il est neutre et impartial, c'est l'État de droit qui garantit le plus sûrement la convivence de populations culturellement distinctes, ainsi que le vivre-ensemble des différentes convictions de façon pacifique et respectueuse.

Or, des actes récents trouvant leur origine dans le radicalisme religieux (1), ont démontré qu'il est nécessaire aujourd'hui de préserver la prévalence de l'État de droit — laquelle n'est elle-même possible et acceptable que lorsque l'État est précisément neutre et impartial — de tout courant d'inspiration théologico-politique visant à substituer aux lois de la démocratie, c'est-à-dire aux lois du peuple, l'application de lois d'inspiration « divine ».

Il importe de doter la démocratie des outils démocratiques lui permettant de se défendre contre ses ennemis liberticides. L'affirmation de la neutralité de l'État et de l'action impartiale des pouvoirs publics dans la Constitution permettrait d'exiger des courants politiques désireux de se présenter au scrutin électoral, aux différents niveaux de l'autorité publique, de signer une déclaration reconnaissant les valeurs humanistes essentielles énoncées et confirmées par les différentes dispositions de la Constitution. À défaut de quoi, ils ne pourraient se présenter au suffrage de la population.

La présente modification est proposée au titre II de la Constitution. Le fait que la Cour constitutionnelle soit seulement compétente pour contrôler le respect de celui-ci par les lois et décrets renforce les conséquences de la proposition.

(1) On peut évoquer les propos et agissements liberticides du groupuscule extrémiste « Sharia4Belgium », ou le programme fondamentaliste du parti indûment appelé « Islam ».

De grondwettelijke bevestiging van de neutraliteit en de onpartijdigheid van de Staat, bovenop die van de vrijheden en de rechten die de Grondwet de Belgische burgers toekent (bijvoorbeeld in artikel 10 de gelijkheid van vrouwen en mannen) betekent zonder enige mogelijke vorm van dubbelzinnigheid de bevestiging van de scheiding, de wederzijdse niet-inmenging van de Staat enerzijds en de godsdiensten en levensbeschouwingen die erkend en vertegenwoordigd zijn op het nationale grondgebied anderzijds. Dit is ook een ondubbelzinnige bevestiging van de overheersende positie die de rechtsstaat inneemt ten opzichte van elke godsdienstige of filosofische overtuiging. Het is de rechtsstaat die de individuele vrijheden, de vrije keuze van geloof, het recht op verscheidenheid garandeert. Voor zover hij neutraal en onpartijdig is, is het de rechtsstaat die het samenleven van cultureel verschillende bevolkingsgroepen met de meeste zekerheid garandeert alsook het samenleven van de verschillende overtuigingen op een vreedevolle en respectvolle manier.

Recente gebeurtenissen die voortvloeien uit religieus radicalisme (1) hebben aangetoond dat het tegenwoordig noodzakelijk is om de dominantie van de rechtsstaat — die zelf slechts mogelijk en aanvaardbaar is wanneer de Staat net neutraal en onpartijdig is — te vrijwaren tegen elke theologisch-politiek getinte stroming die de wetten van de democratie, dit wil zeggen de wetten van het volk, wil vervangen door de toepassing van wetten van « goddelijke » oorsprong.

Het is belangrijk de democratie uit te rusten met democratische instrumenten waarmee ze zich kan verdedigen tegen haar vijanden die de vrijheden willen fnuiken. Door de bevestiging van de neutraliteit van de Staat en het onpartijdige optreden van de overheid in de Grondwet zou men van de politieke stromingen die zich willen kandidaat stellen bij de verkiezingen op de verschillende bestuursniveaus, kunnen eisen dat ze een verklaring ondertekenen waarin de essentiële humanistische waarden worden erkend die worden vermeld en bevestigd in de verschillende bepalingen van de Grondwet. Anders kunnen ze zich geen kandidaat stellen bij de verkiezingen.

Deze wijziging wordt voorgesteld in titel II van de Grondwet. Het feit dat het Grondwettelijk Hof enkel bevoegd is om de naleving hiervan door de wetten en decreten te controleren, versterkt de gevolgen van het voorstel.

(1) Men kan de vrijheidsbeknottende woorden en handelingen aanhalen van de extremistische splinterpartij « Sharia4Belgium » of het fundamentalistische programma van de partij die ten onrechte « Islam » wordt genoemd.

La présente modification de la Constitution, qui vise à établir la neutralité de l'État et l'impartialité de son action, assurera une meilleure protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

La présente modification s'inscrit parfaitement dans l'objectif poursuivi par le préconstituant en déclarant qu'il y a lieu de revoir le titre II de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles permettant d'assurer la protection des droits et libertés garantis par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (1).

Richard MILLER.  
Christine DEFRAIGNE.  
Gérard DEPREZ.  
François BELLOT.  
Jacques BROTTCHI.

\*  
\* \*

Deze Grondwetwijziging strekt ertoe de neutraliteit van de Staat vast te leggen en de onpartijdigheid van zijn optreden en zal een betere bescherming meebrengen van de mensenrechten alsook van de fundamentele vrijheden.

Deze wijziging past perfect binnen de betrachting van de preconstituante om titel II van de Grondwet te herzien, teneinde nieuwe bepalingen in te voegen die de bescherming moeten verzekeren van de rechten en vrijheden gewaarborgd door het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden. (1).

\*  
\* \*

---

(1) Document législatif n° 4-1777/4.

---

(1) Wetgevingsstuk nr. 4-1777/4.

**PROPOSITION**

---

Article unique

Il est inséré au titre II de la Constitution un article *10bis* ainsi rédigé : « L'État est neutre. L'action des pouvoirs publics est impartiale. »

22 novembre 2012.

Richard MILLER.  
Christine DEFRAIGNE.  
Gérard DEPREZ.  
François BELLOT.  
Jacques BROTCHE.

**VOORSTEL**

---

Enig artikel

In titel II van de Grondwet wordt een artikel *10bis* ingevoegd, luidende : « De Staat is neutraal. Het optreden van de overheid is onpartijdig. »

22 november 2012.